

préoccupation exclusive des pays de cette région. "Comme les conflits sévissant dans cette partie du monde nous touchent tous," a déclaré un participant latino-américain, "c'est notre droit d'y travailler en faveur de la paix, mais c'est aussi une responsabilité qui nous incombe."

Le processus de Contadora et le soutien international qu'il s'est acquis

Le processus de Contadora traduit les préoccupations de l'Amérique latine. Le projet de traité de juin 1986 n'est peut-être pas parfait, et le processus suscitera sans doute de nombreux problèmes. Malgré tout, les vingt et un points de la proposition originale de Contadora ont pris en considération tous les intérêts des pays centraméricains, dans le contexte du droit international. "Il s'agit d'un modèle d'accord international, car non seulement il vise à instaurer un cessez-le-feu, mais encore il s'attaque aux problèmes fondamentaux de l'Amérique centrale." D'abord et avant tout, le processus de Contadora est une initiative d'origine proprement régionale qui a été bien reçue par la collectivité internationale. Il a comblé un vide diplomatique, empêché une "guerre généralisée" dans la région et "rendu plus risquée sur les plans économique et politique une intervention militaire directe par les États-Unis". Le processus témoigne d'une opiniâtreté remarquable et il a acquis son propre dynamisme et ses propres lettres de créance. Le succès de Contadora a été limité, mais il a "créé l'habitude du dialogue", ce qui est en soi un résultat digne de mention.

Plusieurs participants ont signalé diverses initiatives et politiques allant dans le même sens que le processus de Contadora.

Bien que le gouvernement guatémaltèque ne soit pas neutre sur le plan idéologique, étant donné qu'il "épouse les valeurs occidentales", il s'est cantonné dans une "neutralité active" face aux conflits militaires de la région. Le président Vinicio Cerezo a donc pris un certain nombre de mesures politiques et diplomatiques pour promouvoir le dialogue. Après avoir été élu, il s'est rendu en visite dans les autres pays centraméricains et il est demeuré "en bons termes" avec tous. Le respect du droit international, la coexistence pacifique et la souveraineté, ainsi qu'une attitude positive à l'égard des efforts des groupes de Contadora et de Lima font partie intégrante de la politique étrangère du Guatemala. Plus précisément, ce dernier pays a adhéré aux propositions formulées en septembre 1983 par le groupe de Contadora, il a facilité le dialogue qui a débouché sur une solution négociée au sommet d'Esquipulas, il s'est dit en faveur de la mise sur pied d'un parlement centraméricain, et il a accueilli les délégués à la troisième réunion qu'ont tenue les pays d'Amérique centrale et la Communauté économique européenne (CEE).